

Burundi : "l'information libre et indépendante ne circule plus", dénonce RSF

Reporters sans frontières, 19 mai 2015 Les autorités burundaises doivent assurer la sécurité des journalistes Reporters sans frontières (RSF) appelle les autorités burundaises à garantir la sécurité de tous les journalistes et le retour du pluralisme médiatique afin que l'information circule de nouveau dans le pays. Depuis l'effacement de la tentative de coup d'État au Burundi la semaine dernière, le pays s'enfoncé dans une situation de crise très préoccupante. Les manifestations continuent pour la quatrième semaine consécutive à Bujumbura et que des actes de violence se poursuivent, l'information libre et indépendante ne circule plus.

Les médias privés, déjà victimes de fermetures par les autorités ces dernières semaines, ont été pillés et détruits pendant le coup et sont presque au point mort. Quarante pour cent du matériel de production et de diffusion de la Radio publique africaine (RPA), radio Isanganiro, Bonesha FM et Radio Télévision Renaissance a été endommagé, machines et véhicules compris. L'emblématique RPA a été en grande partie ravagée par les flammes. Seule la télévision nationale (RTNB) émet encore, le plus souvent de la musique. La responsabilité du gouvernement burundais est fortement engagée dans ce triste état des lieux car ce sont les forces de police et les miliciens du parti au pouvoir qui s'en sont pris aux médias privés le 14 mai, les accusant de relayer la parole des putschistes. Interrogé par RSF, le président de l'Union burundaise des journalistes (UBJ) Alexandre Niyungeko estime que l'État ne peut plus cacher ces graves exactions derrière les affrontements entre putschistes et loyalistes. Plongés dans l'insécurité, le conseiller principal en communication du président, Willy Nyamitwe, a déclaré, le 17 mai, que les médias privés étaient autorisés à rouvrir. Alexandre Niyungeko relève l'ironie de cette déclaration : « Tout est foutu. Comment réagit-il ? Et puis il y a aussi la question de la sécurité des journalistes ». Depuis le 15 mai, les locaux des médias sont gardés par des forces de l'ordre lourdement armées, les miliciens sont soupçonnés de porter les uniformes de police et de nombreux journalistes reçoivent des menaces. Selon un journaliste de radio Isanganiro accusé d'avoir pris position pour les putschistes, l'État a reçu des messages leur conseillant de se rendre au siège, précisant que tout journaliste reconnu pourrait être arrêté ou pire. Pourtant, lorsque la police est venue défoncer le portail de la radio le 14 mai afin qu'elle cesse d'émettre, cette dernière diffusait seulement de la musique et son personnel s'était réfugié dans un hôtel voisin. Iwacu, principal journal indépendant du pays, vient quant à lui de reprendre ses activités après avoir suspendu ses publications à la suite de sérieuses menaces. Reporters sans frontières appelle les autorités burundaises à l'apaisement et à fournir des garanties tangibles de protection aux journalistes qui ne peuvent plus continuer à vivre dans la peur, à déclarer Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. Le gouvernement burundais assumer ses responsabilités face aux lourds dégâts que les médias privés ont subi à tort. Dans la situation de crise qui traverse le Burundi, un retour à une information libre et plurielle est urgent. Si les élections locales sont maintenues, il est primordial que les médias puissent reprendre leurs activités et que les journalistes puissent de nouveau informer la population librement. Plusieurs journalistes s'accordent à dire que l'urgence est de reprendre travail afin que l'information circule de nouveau dans le pays mais le climat ne le permet pas. La relation entre l'État et les journalistes des médias privés est systématiquement endommagée. Les journalistes ont besoin d'un engagement réel de la part du gouvernement pour pouvoir retourner au travail et se sentir protégés, explique Alexandre Niyungeko. De nombreux professionnels des médias appellent la communauté internationale à se mobiliser pour les journalistes et médias burundais dans la détresse. Cette dernière doit faire pression sur le gouvernement pour qu'il vienne en aide aux journalistes et mette tout en œuvre pour aider à la reconstruction des médias saccagés. A l'heure actuelle, dans ce climat de peur, plusieurs journalistes ont choisi de se cacher ou de prendre la fuite vers les pays voisins. Les plus exposés sont les responsables des médias privés et les journalistes qui présentaient des commissions au moment du putsch, et qui ont relayé les événements et parfois donné la parole aux putschistes. Parmi eux, Bob Rugurika, le directeur de la RPA qui s'est de nombreuses fois retrouvé dans le collimateur des autorités, a dû fuir le pays. Le Burundi se situe à la 145e place sur 180 dans le Classement 2015 de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.